



ASSAINISSEMENT DE LA DÉCHARGE INDUSTRIELLE DE BONFOL COMMISSION D'INFORMATION ET DE SUIVI

Secrétariat :
c/o Office de l'environnement (ENV)
Les Champs Fallat
CH-2882 St-Ursanne
t +41 32 420 48 03, f +41 32 420 48 11
kathrin.gschwind@jura.ch
www.cis-bonfol.ch

Commission d'information de la DIB *Procès-verbal*

SEANCE N° 2/2010 DATE : **Jeudi, 10 juin 2010**
LIEU : **Bonfol, site de la DIB (visite)**
 Bonfol, site de la DIB, pavillon bci (séance)
HEURE : **09h00 – 10h30 visite du site; 10h30 – 12h20 séance**

Entité	Participant-e		Présent	Excusé/ Absent
Longet René, Président			X	
Entités fondatrices				
RCJU – Office de l'environnement	Bapst	André		X
	Fernex	Jean		X
	Meusy	Jean-Pierre	X	
RCJU – Service juridique	Schaffter	François		X
Expert RCJU	Buser	Marcos		X
bci Betriebs-AG	Fischer	Michael		X
	Kurc	Damien	X	
	Luttenbacher	Rémi	X	
	Scharvogel	Bernhard	X	
Institutions suisses				
Commune de Bonfol	Beuret	Jean-Pierre	X	
	Girardin	Pascal	X	
Commune de Beurnevésin	André-Fridez	Claude	X	
	Zbinden	Daniel		X
Office fédéral de l'environnement	Wenger	Christoph		X
	Hammer	Bernhard		X
Institutions françaises				
Région Franche-Comté - Administration	DREAL	Collin-Huet	Marie-Pierre	X
	DREAL	Pivard	Sandrine	X
	DREAL	Recchia	Elodie	X
Région Alsace - Administration	DREAL	Gillet	Julien	X
	DREAL	Vallart	Jacques	X
Département Haut-Rhin, Administration	DDT	Spies	Patrick	X
	DDT	Comesse	Jean-Michel	X
	DDASS	Michel	Amélie	X
Département Haut-Rhin, Conseil général		Reinhard	Armand	X
		Walter	Georges	X
Préfecture du Haut-Rhin; coordination des services de l'Etat français par le Sous-Préfet d'Altkirch		Charrier	Alain	X
Territoire de Belfort, Administration	DDASS	Lalaurie	Eric	X
Territoire de Belfort, Conseil général		Forcinal	Anne-Marie	X
		Raymond	Jean	X

Entité	Participant-e		Présent	Excusé/ Absent
SMARL, Syndicat mixte pour l'aménagement et la renaturation du bassin versant de la Largue et du secteur de Montreux	Dietmann	Daniel		X
	Waechter	Antoine		X
Commune de Pfetterhouse	Frisch	Jean-Rodolphe, Vice-président CIS	X	
	Heyer	Morand	X	
Commune de Réchésy; Communauté des communes de Sud Territoire	Ecoffey	Hubert	X	
	Pinol	Jean-Pierre		X
Syndicat intercommunal de l'assainissement de la Vallée de l'Allaine	vacant			
Société civile				
WWF Suisse	Riat	Philippe		X
Greenpeace Suisse	Wüthrich	Mathias		X
	Boehlen	Nadia		X
Pro Natura Jura	Egger	Jean-Pierre	X	
	Merguin Rossé	Lucienne		X
Unia Le Syndicat	Fedele	Pierluigi	X	
	Hamel	Arthur		X
Demeter Schweiz	Küffer Heer	Susanne		X
Collectif Bonfol franco-suisse	Fousseret	Alain		X
	Walther	Jean-Louis		X
	Forter	Martin	X	
Commission de protection des Eaux de Franche-Comté	Lassus	Michel, Vice-président CIS	X	
Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ)	Gerber	Jean-Frédéric		X
equiterre	Chevalley	Isabelle	X	
Alsace Nature Haut-Rhin	Bernhard	Pierre		X
	Pluskota	Jean	X	

Introduction

R. Longet ouvre la séance. Il remercie les représentants de bci pour leurs présentations des animations 3D au pavillon ainsi que de la salle de commande. La visite a permis aux participants de se rendre compte de la dimension et de l'avancement des travaux.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour propose est adopté sans modification.

2. Procès-verbal de la séance du 3 mars 2010

Le procès-verbal de la séance du 3 mars 2010 est accepté sans modification.

3. Etat d'avancement du projet

4. Suivi environnemental et social

En rappel des informations fournies par R. Luttenbacher et B. Scharvogel durant la visite, R. Longet introduit le sujet en indiquant que la Commission commence à bien visualiser les procédures de traitement des déchets excavés, à savoir le rôle des deux consortiums HIM et Groupement DIB, la durée des transports jusqu'en Allemagne, l'organisation technique, etc.

R. Luttenbacher rappelle que les travaux sont entrés dans une nouvelle phase qui rend un peu plus difficile de donner des informations durant la visite. Pour cette raison, il a jugé utile de présenter quelques transparents relatifs à l'état d'avancement du projet et au suivi environnemental. Les points 3 et 4 de l'ordre du jour sont ainsi rassemblés.

bci Betriebs-AG

Etat d'avancement

R. Luttenbacher présente l'état d'avancement du projet (cf. présentation publiée sur le site internet de la CIS www.cis-bonfol.ch > procès-verbaux) par les éléments ci-après.

- Dates clefs: R. Luttenbacher fait un bref rappel de l'exercice des intervenants suisses et français qui a eu lieu le 13 mars 2010. Il présente ensuite les étapes parcourues depuis cette date.
- Buts de la phase pilote: R. Luttenbacher rappelle les différents buts de la phase pilote. Il s'agit entre autres de valider les concepts et procédures de travail définies dans la phase de planification ainsi que les installations. Sur ce dernier point, un grand nombre d'équipements a dû être validé par le Canton avant leur mise en service préalablement au démarrage de la phase pilote,
- Particularités (liste non exhaustive): S'agissant des craintes de la population quant au bruit généré par les trains en gare de Bonfol tôt le matin, R. Luttenbacher indique qu'il n'a pas été possible de modifier les heures de circulation des trains. Un tout-ménage d'information a été distribué à la population de Bonfol début avril 2010 et une procédure adaptée a été mise en place, avec le stationnement de la locomotive et son démarrage vers 5h du matin sur le site plutôt qu'en gare de Bonfol comme prévu initialement. En ce qui concerne l'accrochage de deux wagons à d'Alle dont l'un transportait des conteneurs de déchets de Bonfol, R. Luttenbacher informe qu'à aucun moment il n'y a eu de risque pour la population et l'environnement. Une procédure a été mise en place pour signaler et donner les premières informations à toutes les instances concernées en cas d'incident. Quant à la fausse alerte du 18 mai, une modification organisationnelle a été apportée. La transmission des alarmes générées par les caméras thermiques de la halle d'excavation est bloquée lorsque des engins de chantier (dont les surfaces chaudes peuvent faussement être interprétées comme des départs d'incendie) y travaillent. En dehors de ce cas, la transmission des alarmes par la centrale d'alarme incendie vers la police cantonale reste active. Concernant la panne de la ventilation durant 1h30, les mesures organisationnelles implémentées depuis lors permettront d'augmenter la rapidité d'intervention, donc de limiter la durée d'une telle panne.

M. Forter demande quelles étaient les conséquences de l'arrêt de la ventilation durant 1h30. R. Luttenbacher répond que les travaux ont été réduits. Il n'y a pas eu d'autres conséquences.

- Bilan de la phase pilote (au 31.5.10): la phase pilote se déroule conformément aux prévisions. S'agissant du décapage du couvercle, les 10'700 m³ restants seront décapés au fur et à mesure des travaux d'excavation, ceci sur env. deux ans. Des ajustements techniques ont dû être apportés par l'entreprise HIM à l'installation des cribles. La plupart des installations n'étant pas standardisées mais construites spécialement pour la DIB, de tels ajustements avaient été pris en compte. De manière générale, il s'agit d'incidents maîtrisables pour lesquels des mesures ont d'ores et déjà été prises afin qu'ils ne se reproduisent plus.

Pour conclure, R. Luttenbacher indique qu'à aucun moment, il n'y a eu de risque pour les travailleurs, pour la population et l'environnement. A ce stade, bci estime que le passage de la phase pilote en phase d'exploitation pourra se dérouler comme prévu après trois mois, à savoir début juillet 2010. Toutefois, d'ici là, les consortiums devront obtenir toutes les autorisations d'exploitation définitives délivrées par le Canton.

Suivi environnemental

D. Kurc fait un état de situation relatif au suivi environnemental depuis le début de la phase pilote (cf. présentation sur le site internet de la CIS www.cis-bonfol.ch > procès-verbaux).

Traitement de l'air

S'agissant de la mesure FID (détecteur à ionisation de flamme), ce dispositif permet d'évaluer la quantité de carbone (présent dans les substances organiques) émise. Il s'agit d'un paramètre global simple mesuré en continu (une mesure toutes les 6 minutes) pour lequel les autorités cantonales ont défini une limite de rejet à l'environnement. Les mesures s'effectuent à la sortie de la cheminée.

Les résultats d'analyses des émissions font systématiquement l'objet d'un "Rapport intermédiaire du suivi environnemental de réalisation" (RISER) mensuel, comme cela est déjà le cas pour les autres résultats d'analyse. Le premier, pour le mois d'avril, été publié sur le site internet de bci Betriebs-AG (www.bci-info.ch > Centre d'info > fact sheets et rapports).

S'agissant des mesures (transparent "Suivi des émissions"), M. Forter demande ce que veut dire "*Mesures régulières...*".

D. Kurc répond qu'il s'agit de mesures faites plusieurs fois par jour (par ex. screenings) ou hebdomadaires (par ex. poussière). Leur fréquence est adaptée en cas d'utilisation du charbon actif. Par ailleurs, certaines ne sont effectuées qu'en cas d'utilisation de ce dernier mode de traitement. Leur périodicité durant et après la phase pilote a été définie dans le permis de construire de l'installation de traitement de l'air.

D. Kurc rappelle en outre que 4 stations de mesure des immissions opèrent aux alentours de la DIB, dont une en France.

Station d'épuration (STEP)

La ligne 2 de la STEP traitant e.a. les eaux en provenance du forage du piézomètre SG 9b, J. Raymond demande si les valeurs des eaux analysées provenant de ce piézomètre avaient montré des irrégularités suite au début des travaux d'excavation et suite à l'incident du 18 mai (pompage des eaux suite au déclenchement du système déluge).

D. Kurc répond que les valeurs mesurées à SG19b sont stables.

R. Luttenbacher précise que suite à l'incident du 18 mai, plusieurs m³ d'eau se sont infiltrés dans les déchets. 25 m³ d'eau contenant 1% d'agent moussant ont pu être pompés et traités sur la ligne 2. La ligne 2 n'a pas été perturbée par ce traitement. Pour le reste, il n'y a pas de lien entre l'incident et le piézomètre SG19b. Le fait de devoir traiter quelques m³ de plus est regrettable mais l'impact de l'incident du 18 mai est purement économique.

R. Longet remercie R. Luttenbacher et D. Kurc de leurs explications et ouvre la discussion.

Transparent Station d'épuration / Suivi des rejets: M. Forter demande pourquoi pour la ligne 2 des protocoles spéciaux pour le suivi des filtres à charbon actif sont nécessaires, cette ligne ne traitant pourtant que les eaux faiblement contaminées.

D. Kurc répond que ces protocoles permettent de vérifier la saturation des filtres à charbon actif. La 1^{ère} ligne finit par une épuration complémentaire et ne demande pas le même type de suivi. Les protocoles n'ont aucun lien avec une quelconque contamination.

A la demande de M. Forter, D. Kurc répond que le contrôle du charbon actif se base sur la sortie de la ligne 2. R. Luttenbacher précise que la ligne 2 dispose de deux filtres à charbon en série dont le premier est remplacé et régénéré chez le fournisseur lorsqu'il ne permet plus de respecter les normes de rejet fixées. Le deuxième prend alors la place du premier et un nouveau filtre est installé à la place du deuxième.

J.-R. Frisch demande si la STEP fonctionne sur du charbon actif.

D. Kurc répond que la STEP est composée de deux lignes qui fonctionnent différemment. La 1^{ère} ligne comporte une étape de dilution des lixiviats, une étape anaérobie, une étape aérobie et enfin une épuration complémentaire faite de couches de sable et de charbon actif alternées. La ligne 2 est constituée d'une étape de floculation/décantation, de disques rotatifs pour la partie biologique et se termine par une étape de filtration sur sable et 2 cuves de charbon actif.

S'agissant du suivi des piézomètres, J. Pluskota demande à quelle fréquence ils sont relevés.

D. Kurc répond que cela dépend des piézomètres. Pour certains piézomètres, une petite campagne de surveillance se fait tous les 15 jours et pour d'autres tous les deux mois. Une grande campagne de surveillance a lieu tous les 8 mois.

J. Pluskota souhaite savoir si les mesures indiquent des pollutions.

D. Kurc répond que certains piézomètres montrent la présence de substances, point qui a fait l'objet de plusieurs présentations à la CIS. R. Luttenbacher donne quelques précisions en montrant la carte des points de prélèvement et la position du piézomètre SG19b dans lequel un pompage continu se fait depuis novembre 2001 suite à la détection de polluants. Les eaux pompées sont traitées dans la ligne 2 de la STEP. À l'aval de SG19b, deux piézomètres (SG47 et SG48) servent à vérifier l'efficacité du pompage à

SG19b. Fin 2008, les campagnes effectuées tous les deux mois avaient montré des traces d'une pollution dans SG61. Un pompage a alors été mis en place pendant un certain temps. Ce pompage a finalement été interrompu, les charges pompées étant très faibles. Depuis un an, la surveillance de ce piézomètre se fait toutes les deux semaines, conformément au CSS. Les concentrations mesurées ont fortement diminué depuis.

J.-P. Meusy rappelle que la partie surveillance environnementale a fait l'objet de plusieurs présentations lors de séances précédentes de la CIS et que la documentation peut être consultée. De plus amples informations sont également disponibles sur les sites de bci Betriebs-AG (www.bci-info.ch > Centre d'info > fact sheets et rapports) et du Canton (www.jura.ch/dib > Rôle du Canton > Surveillance).

M. Forter demande si bci a commencé à pomper des eaux de la décharge.

R. Luttenbacher répond que non, en précisant que pour le moment l'excavation se fait dans la zone non saturée mais que l'on ne se trouve plus très loin de la zone saturée des déchets où il y a de l'eau. Pour pouvoir pomper, il faut dégager préalablement encore une certaine surface de déchets. Les pompages pourront probablement commencer cet été.

Canton

Etat d'avancement

J.-P. Meusy rappelle les récents communiqués de presse du Canton transmis aux membres de la CIS, soit:

- 31 mars 2010: information concernant l'ouverture imminente du chantier par bci. Les autorisations d'exploitation doivent encore être délivrées par le Canton;
- 9 avril 2010: information concernant les derniers réglages en cours. Les spécialistes du Canton (environnement, sécurité des travailleurs, protection incendie) étant à ce stade en phase de validation des processus. Plusieurs points restent à finaliser, tester puis valider avant l'ouverture de la phase pilote;
- 16 avril 2010: information concernant le feu vert donné par les autorités cantonales pour débiter la phase pilote.

Depuis lors, un dispositif de suivi ad hoc est mis en place et se réunit tous les 15 jours pour faire le point sur la phase pilote opérationnelle, commenter les éventuels événements et problèmes qui surgissent et apporter des corrections. Il s'agit de la "Commission Environnement et Sécurité", qui regroupe bci, les consortiums, les bureaux SER et PHS, le Canton. C'est au travers de cette plateforme que la validation de la phase pilote pourra se faire.

Suivi environnemental

J.-P. Meusy rappelle qu'au niveau de la surveillance environnementale, l'autorité a exigé de bci un programme de surveillance à réaliser dans les domaines eaux, air, sols. Parallèlement, l'autorité cantonale réalise des campagnes de haute surveillance pour tester le programme et au besoin vérifier certains éléments. La prochaine campagne de surveillance est agendée au 16 juin 2010. Le Concept de surveillance et de sécurité (CSS) constitue la "bible" de la surveillance dans le domaine des eaux. Il fixe la périodicité des campagnes, les points de contrôle et les paramètres à analyser. Elaboré d'entente avec bci, le Canton et ses experts, le CSS est évolutif. La phase pilote d'excavation aura certainement des impacts sur ce dernier, qui pourra dès lors être adapté en tenant compte des expériences de la phase pilote. S'agissant des aspects santé et sécurité des travailleurs, c'est l'hygiéniste du travail qui est responsable de la surveillance afin que les mesures soient prises pour garantir la sécurité et la santé des travailleurs.

En ce qui concerne l'exercice des forces d'intervention du 13 mars 2010, un communiqué de presse a été diffusé à cette occasion. Lors de cet exercice, les différents intervenants (police suisse et française, pompiers suisses et français, ambulances, REGA, etc.) ont travaillé ensemble pour la première fois de cette manière. A l'issue de l'exercice, un certain nombre de points à améliorer ont été recensés. J.-P. Meusy se réfère à la présentation faite lors de la dernière séance de la CIS par la Police sur ce dispositif d'alerte.

Le concept d'alarme et d'intervention a été mis en place en 2009. Il constitue un des points traités dans l'accord particulier n° 2 qui vient d'être signé par le Gouvernement jurassien et bci Betriebs-AG. Un communiqué de presse à ce sujet a été publié en date du 3 mai 2010. J.-P. Meusy rappelle qu'en 2000, le Canton et bci Betriebs-AG ont initié le processus au niveau juridique par la signature d'un accord-cadre

prévoyant un certain nombre d'accord particuliers pour les différentes phases du projet. L'accord particulier n° 2 entre dans ce dispositif et a pour rôle de préciser les processus de collaboration pour la phase IV, en traitant des thématiques spécifiques, relevant notamment d'aspects touchant à des questions d'assurance, de communication et gestion de crise.

J.-P. Meusy informe que le Rapport d'activités 2009 de la CIS, diffusé au Gouvernement jurassien, au Parlement ainsi qu'aux autorités françaises, a notamment fait l'objet d'un point de discussion au sein de la Commission parlementaire de l'environnement et de l'équipement (séance du 28 mai 2010).

J.-P. Egger souhaite revenir à l'exercice du 13 mars. A cette occasion, la presse a informé qu'il y avait des personnes blessées qui ont dû attendre longtemps les services de secours. Quelles sont les mesures qui ont été prises?

Comme mentionné plus haut, certains dysfonctionnements, évoqués par ailleurs dans la presse, ont été observés et corrigés. Une séance de débriefing entre les intervenants concernés a eu lieu récemment, durant laquelle chaque intervenant a fait part de ses observations et points à améliorer. J.-P. Meusy souligne encore qu'un des buts d'un exercice de cette envergure est de tester les processus et interfaces et d'en améliorer les points faibles.

R. Longet demande si une note de séance de débriefing est disponible. Il pense que le rôle de la CIS est aussi celui d'un vecteur pour débattre ensemble ce qui n'aurait pas fonctionné à satisfaction. S'il y avait une note de synthèse, elle permettrait de dédramatiser, au lieu de rester dans la rumeur.

J.-P. Meusy suggère qu'il pourrait être fait appel à M. D. Scheder, chef du dispositif, pour mettre à disposition de la CIS un résumé des discussions ou alors lui demander de venir présenter les expériences à la CIS.

R. Longet constate que même si le scénario du projet est bien écrit, il s'agit d'une grosse opération. Les imprévus restent toutefois dans un cadre moindre quand on est informé en amont. La critique c'est bien, mais l'exercice est aussi pour être sûr que le jour J tout est bien rodé. Il est toujours bien de prendre trop de précaution que pas assez.

R. Luttenbacher souhaite relativiser les termes de dysfonctionnements. Les médias se sont évidemment intéressés principalement à ce qui n'a pas fonctionné de façon optimale. Globalement, l'exercice s'est bien déroulé. Il y a des points à améliorer liés au fait qu'un grand nombre d'intervenants de différents domaines ont travaillé pour certains pour la première fois ensemble. Il est prévu de répéter les exercices l'année prochaine. A l'interne du site, bci et les consortiums procéderont régulièrement à des exercices, pour exercer l'évacuation des halles et mettre les installations en position de sécurité. R. Luttenbacher constate encore que le 13 mars, la collaboration entre les consortiums a très bien fonctionné.

M. Forter salue la proposition de mettre à disposition des membres de la CIS un résumé du débriefing de l'exercice.

C. André rejoint les propos de R. Luttenbacher. En séance des maires des communes du SIS Vendline qui se sont réunis le 7 juin dernier, il a été constaté qu'il y avait une petite lacune au niveau de certains "blessés", restés un peu trop longtemps en attente de secours.

Pour conclure la discussion, R. Longet renvoie à la plaquette "Information Sécurité", issue de la collaboration entre le Canton, bci Betriebs-AG et les Préfectures du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort. Il salue ce document et trouve intéressant de voir les différentes manières d'aborder les informations côté suisse et français. Le résultat est le même, mais pas la manière de faire.

Décisions:

- Le secrétariat de la CIS entreprendra les démarches nécessaires pour savoir si un résumé du débriefing de l'exercice du 13 mars 2010 peut être distribué aux membres de la CIS.

5. Communication sur le projet

B. Scharvogel présente les aspects communication (cf. présentation sur le site internet de la CIS www.cis-bonfol.ch > procès-verbaux).

Plaquette "Information Sécurité": le document a été distribué à Bonfol et dans les communes voisines (env. 3'000 exemplaires). D'autres exemplaires sont notamment à disposition au Canton, à la Sous-Préfecture d'Altkirch, aux centres de renfort des pompiers.

Visites guidées: pour des raisons de sécurité et de capacité, le nombre des visites durant la phase pilote a été réduit. Une reprise en groupe plus petits (15 personnes) est prévue ainsi que les visites mensuelles pour les personnes individuelles après les congés d'été.

Newsletter 4, 2010: cette publication est également disponible sur le site internet de bci (<http://www.bci-info.ch/index.php?id=5&sub=47&spr=fr>).

Contact avec les médias: B. Scharvogel relève le grand intérêt des médias. bci Betriebs-AG répond volontiers à leurs demandes.

Le développement des animations 3D sera encore poursuivi. Les animations sont toutefois réservées aux visiteurs et ne sont pas publiées sur le site internet.

M. Heyer demande si une communication est prévue, une fois la phase pilote terminée. Il relève le sentiment de beaucoup de personnes qui pensent que l'excavation était partie de manière définitive.

B. Scharvogel indique qu'à l'occasion de la dernière conférence de presse du 31 mars, il importait surtout à bci de montrer les halles aux médias avant la mise en zone noire. Les médias ont bien profité de cette occasion. La fin de la phase pilote sera probablement marquée par un communiqué de presse pour informer sur les expériences de la phase pilote.

R. Longet pense que l'intérêt va certainement se focaliser sur ce qui se passe avec les déchets sur les sites. La plupart des déchets extraits étant de nature inorganique, ce sont donc des mâchefers ou de la silice qui vont résulter de l'incinération. Certains prétendront que l'on est en train de "reproduire" des déchets. S'agissant de la fraction organique, elle est détruite par la combustion. R. Longet voit l'intérêt de suivre toute la chaîne, en particulier le traitement ultime réalisé par HIM.

M. Forter demande s'il est possible d'organiser une visite chez HIM à Biebesheim (Allemagne). Il se réfère ainsi aux interrogations de J.-P. Egger lors de l'animation montrant le traitement ultime des déchets chez HIM, visible au pavillon d'information.

R. Longet prend acte de ces propos et suggère de les reprendre sous Divers. Il remercie B. Scharvogel de sa présentation et relève encore une fois la publication de la plaquette franco-suisse qui rend transparent tous les aspects liés à la sécurité.

H. Ecoffey indique que la commune de Réchésy a été informée sur la procédure d'alarme en cas d'événement par la Préfecture du Territoire de Belfort. En cas d'événement, l'alarme au niveau français est effectivement prise en charge par le CODIS (Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours) du Haut-Rhin qui informe ensuite ses homologues du Territoire de Belfort. H. Ecoffey s'interroge si cette manière de faire pourrait poser des problèmes au niveau des délais.

J.-R. Frisch rappelle que cette procédure a été arrêtée en son temps lors d'une réunion tenue à la Sous-Préfecture d'Altkirch.

6. Nouveau membre de la commission

R. Longet informe qu'en date du 16 mars 2010, l'association Alsace Nature Haut-Rhin a adressé une demande d'adhésion à la CIS à bci Betriebs-AG qui a fait suivre la demande au secrétariat de la CIS. Pour des questions de simplicité, l'association a directement été invitée à la présente séance. R. Longet propose d'accepter cette organisation en tant que membre de la CIS.

J. Plustoka se présente brièvement. Le titulaire est effectivement M. Jean-Pierre Bernhard, empêché de participer ce jour. Les activités d'Alsace Nature Haut-Rhin concernent les domaines de protection de l'environnement, du suivi des décharges dans le Haut-Rhin, de la lutte contre les projets routiers.

J.-R. Frisch regrette l'intérêt tardif de cette association aux travaux de la CIS et au projet, ce dernier étant aujourd'hui en phase finale. Il fait remarquer qu'il s'agit là d'un constat et non d'une critique.

R. Longet rappelle qu'en cours de route, il y a eu constamment des entités qui ont adhéré à la CIS. La CIS a pour but de réunir les partenaires intéressés. Il demande s'il y a des oppositions à la demande d'adhésion. En l'absence d'opposition, il prend acte de l'acceptation tacite de la demande d'adhésion d'Alsace Nature Haut-Rhin.

7. Divers, prochaine séance

Prochaine séance: la prochaine séance aura lieu le **jeudi 16 septembre 2010**, au Pavillon de bci Betriebs-AG sur le site de la DIB. Horaire retenu: 09h00 visite; 10h00 – 12h00 séance.

Divers

- Film documentaire: J.-R. Raymond demande où en est le projet de film documentaire de la CIS. R. Longet répond que le projet se déroule selon le synopsis prévu. Il propose d'agender le sujet à la prochaine séance. Il souligne la difficulté rencontrée par Mme Singh de trouver des images des années 60 et 70. Il y a eu peu de réponses par rapport au mail du 20 avril 2010. Il lance un appel à tous les membres de faire parvenir au secrétariat des images de ce type.
- Réalisation d'un ouvrage relatif à la retenue des eaux en cas d'orage: J.-R. Frisch réaffirme sa demande faite à l'occasion de la dernière séance. Au stade actuel et selon ses informations, le bureau d'ingénieur CSD est en attente d'une réponse de l'Office de l'environnement quant à la réalisation de ce bassin de rétention. J.-P. Meusy prend acte de ce rappel et va le relayer au service concerné.
- Livre intitulé "Falsches Spiel": M. Forter présente son livre qui vient de paraître. Il traite des problèmes environnementaux de la chimie bâloise avant et après "Schweizerhalle". Il contient également un chapitre sur la DIB.
- Livre intitulé "Messages aux générations futures ": I. Chevalley présente son livre qui vient également de sortir de presse.
- Thèmes à l'ordre du jour de la prochaine séance: J.-P. Meusy suggère que la thématique de la sécurité / santé des travailleurs, sujet d'actualité avec l'ouverture des travaux, soit mise à l'OJ d'une prochaine rencontre. L'hygiéniste du travail, M. Jean Parrat, pourrait au besoin se mettre à disposition pour une telle présentation lors de la prochaine séance de la CIS. Cette proposition est retenue.
- Visite de l'entreprise HIM à Biebesheim (D): R. Longet propose que K. Gschwind et B. Scharvogel étudient les détails logistiques d'une telle visite et proposeront un concept de visite pour la prochaine séance de la CIS. Il s'agirait d'une visite hors séance.

La séance est levée à: 12h20

Pour le procès-verbal:
Kathrin Gschwind